

IL N'Y AURA PAS D'EXPULSION

Vendredi 5 Décembre, la présidence a pris l'initiative de mettre en place un vote électronique (dont elle a décidé unilatéralement les modalités) sur l'ENT concernant la banalisation et le blocage de la fac. Tandis qu'elle prétend soutenir les revendications de ce mouvement, avec l'organisation de ce vote électronique elle tente une fois de plus d'en orienter le déroulement vers un retour à la normale sur le campus.

Outre le fait de nier la capacité des étudiant-e-s à s'organiser eux-même, ce même vendredi, cette chère présidence a également déposé une plainte contre les occupant-e-s de l'université du Mirail auprès du Tribunal Administratif de Toulouse. Suite à cette plainte, un huissier est venu constater les faits et un procès aura lieu lundi 8 Décembre à 14h30. Il ne fait aucun doute qu'à l'issue de ce procès une procédure d'expulsion sera engagée.

Notons qu'un reproche qui nous est adressé est que parmi les occupant-e-s se trouvent des personnes non-inscrites au Mirail. Il est exact que des personnes partageant notre lutte (qui ne se limite pas au petit monde universitaire) se sont jointes à nous. Toutefois nous ne pouvons nous empêcher d'observer que la présidence a recours aux mêmes méthodes que nous en faisant intervenir un huissier (en attendant les CRS...) lui-même non-inscrit à l'université mais partageant sa lutte... pour le maintien de l'ordre !

Nos raisons d'occuper

Nous vivons dans une société qui ne nous correspond pas, dans un modèle économique violent et oppressif, dans lequel l'université telle qu'elle existe a sa part de responsabilité. Notre fac ressemble de plus en plus à un lieu de passage et de consumérisme, où les savoirs sont considérés comme des marchandises à évaluer et valider d'un diplôme, passeport pour une vie productiviste et balisée.

Étudiant-e-s parce que nous avons soif d'apprentissages émancipateurs, pour comprendre ce qui nous opprime et imaginer de nouvelles formes de vie collective, nous avons décidé d'occuper la fac du Mirail et d'y inventer une université alternative. Pour cela nous avons déjà organisé de nombreux ateliers, débats, projections, soirées de soutien aux inculpé-e-s du 1er et du 8... et expérimenté au quotidien une autre manière de vivre ensemble. Ces 3 semaines d'occupation collective, d'auto-gestion, de réflexions et d'échanges nous ont appris davantage que 3 mois de cours !

Aussi, malgré la menace d'expulsion pesant désormais sur nous, nous affirmons notre détermination à poursuivre cette occupation légitime et fructueuse !

Nous appelons à TOUS LES SOUTIENS POSSIBLES, à partir d'aujourd'hui et pour tous les jours à venir.

Rejoignez-nous ! Échangeons ! Créons ! Résistons !

Des occupant-e-s